

PARTIE III

LES FRANÇAIS LIVRES A EUX-MEMES

PARTIE IV  
LA REPUBLIQUE ABIMEE

## 1.

### NICOLAS SARKOZY OU LA MISE EN SPECTACLE DE L'ETAT

*Si la communication politique est un exercice ancien et indispensable, Nicolas Sarkozy aura été le premier politique en France à inverser le rapport entre l'action et la communication pour accorder à cette dernière la priorité, voire lui faire supplanter l'action.*

*Ainsi, il a utilisé les outils de l'Etat à son profit exclusif pour raconter l'histoire qu'il souhaitait, celle du président nouveau d'un pays moderne.*

*Cette approche a produit des effets pervers aux conséquences préoccupantes (législations faites à la va-vite, annonces suivies de reculs en rase campagne). Elle s'est surtout heurtée à la réalité du manque de résultats, que le maquillage des chiffres ne suffit à cacher. Elle se retrouve aujourd'hui au centre du rejet non seulement du Président actuel, mais de la crise de confiance envers les institutions de la République. De ce point de vue là aussi, cinq ans de sarkozisme auront laissé des traces.*

#### 1. NICOLAS SARKOZY : UN PRO DU « STORYTELLING »

Lorsque Jules César a fait défiler Vercingétorix enchaîné dans Rome ou lorsqu'étaient organisées cérémonies et piécettes de théâtre jouées par les habitants d'une ville avant l'entrée du roi de France, il s'agissait déjà de communication politique : ces actions portaient un sens et diffusaient un message politique à destination des habitants qui y participaient comme des spectateurs. La cinquième République n'a pas dérogé à cette règle de mise en scène du pouvoir et les exemples sont nombreux, du Général de Gaulle place de la République à François Mitterrand sur la roche de Solutré.

Au cours des cinq dernières années, Nicolas Sarkozy a marqué une forme de rupture avec ces héritages. La communication politique a changé de statut : d'outil au service de l'action, elle est devenue l'action elle-même, avec pour objectif de remodeler les consciences et de déposséder autant que possible les citoyens de leur libre arbitre. Lorsque François Mitterrand grimpe les chemins de Solutré, nul n'est obligé de croire le récit qu'il promet. Lorsque Nicolas Sarkozy multiplie les lois inopérantes sur l'immigration jusqu'au climax du débat sur l'identité nationale, nul n'est censé refuser la fracture qu'il entend construire.

Il serait erroné d'imaginer la pratique de cette mise en spectacle comme improvisée : Nicolas Sarkozy l'a pensée et réfléchi suite à deux événements pour lui fondateurs. Le premier est sa défaite aux élections européennes de 1999. Alors que Nicolas Sarkozy se présentait à la tête d'une liste d'union RPR / DL (démocratie libérale) à vocation majoritaire, il se retrouve distancé par son ancien mentor

Charles Pasqua, allié pour l'occasion à Philippe de Villiers, et il conquiert pour quelque temps la réputation d'homme politique le plus impopulaire<sup>1</sup>. Le second événement est le 21 avril 2002. Du premier événement, Nicolas Sarkozy tire comme conclusion qu'il faut d'un côté agir sur la rationalité, mais également sur l'émotion. De l'échec de Lionel Jospin malgré son bilan, il comprend que l'attente des électeurs repose tant sur l'action que sur la perception de l'effectivité de celle-ci. Si l'on en croit Yasmina Reza, Laurent Solly, directeur adjoint de la campagne de 2007 aurait ainsi déclaré, « la réalité n'a aucune importance, il n'y a que la perception qui compte ». L'aveu et le cynisme sont terribles mais le ton est donné.

Dès son arrivée au ministère de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy introduit donc une nouvelle méthode d'exercice du pouvoir dans laquelle il met en spectacle son action et son personnage au travers du récit, avec un héros, un acteur, des personnages, des méchants, des gentils, des drames, des ressorts dramatiques et des intrigues ; ce récit, c'est celui d'un « homme pressé » qui laisse aux intellectuels parisiens le temps de la réflexion, pendant que lui « agit », monte au créneau sur chaque dossier, personnellement, sans se laisser berner par les « conservatismes », que ceux-ci viennent d'une opposition qualifiée d'irresponsable et coupée des réalités ou des blocages de l'appareil d'Etat.

La communication ne sert plus à démontrer la validité des décisions politiques, mais s'apparente désormais à une forme d'action qui, par la répétition du discours, contribue à creuser des fractures, à identifier des oppositions entre personnages, à entretenir des conflits. Plus que cela, le discours politique, avec ce qu'il comporte comme acceptation de l'argumentation et désaccord, disparaît derrière le « storytelling » devenu parole incontestable, mais qui, pour s'imposer, a besoin de la vitesse, autre élément essentiel d'exécution de l'adversaire par Nicolas Sarkozy.

C'est ainsi que Nicolas Sarkozy a assimilé l'idée que la presse ne se lève pas contre un politique qui la nourrit, et qu'au delà, s'il l'abreuve copieusement, il s'en fait une alliée dans sa conquête du pouvoir. Il a également assimilé l'idée que peu importe la nature exacte de l'information donnée à son sujet, pourvu qu'il soit au centre de l'actualité, avec l'idée de contraindre l'adversaire à se positionner en réaction, forcément conservatrice. D'où l'articulation de la vitesse et de la saturation. D'un côté, la saturation par la multiplication de messages segmentés - un pour la presse écrite, un pour la radio, un pour les télévisions du soir - démontre une maîtrise totale de la réalité et interdit au concurrent de s'opposer sur le fond des propositions. Souvent, même, le concurrent ne parvient pas à développer son argumentaire, qui de toute façon est rejeté en réaction, en opposition, illégitime face à la parole ministérielle. La vitesse se trouve dans la création immédiate de nouveaux messages. Dès lors que la télévision doit présenter tous les soirs quelque chose de différent, l'Etat sarkoziste fait le choix de lui offrir cette actualité nouvelle, qui chasse la précédente dont bien peu se souviennent qu'elle a même existé...

La Place Beauvau a constitué de 2002 à 2007 le champ d'expérimentation de cette nouvelle manière de faire de la politique ainsi que le fait remarquer Robert Badinter : « La rhétorique du Président Sarkozy, dont on ne saurait nier le talent, est marquée du sceau du volontarisme politique. Le « je », le « moi » sont toujours présents. Ils scandent le propos : « moi je n'admets pas, moi je n'accepte pas... ». À la dénonciation du mal succède l'annonce des temps nouveaux où, grâce à la volonté sans faille du

---

<sup>1</sup> Rappelons que, réputé excellent candidat, Nicolas Sarkozy n'a en fait gagné qu'une seule des trois campagnes qu'il a menées. S'il a gagné en 2007, il a en revanche été écrasé en 1995, alors qu'il était porte-parole d'Edouard Balladur, comme en 1999.

leader, régnera enfin la sécurité partout et pour tous »<sup>2</sup>. Par ailleurs, le fait qu'il s'agisse d'un domaine habitué à utiliser des outils statistiques a considérablement facilité la mise en scénario. Ainsi, « l'état 4001 », utilisé par le ministère de l'Intérieur pour recenser de manière indicative les infractions faisant l'objet d'une plainte devient après 2002 un outil de pilotage en cascade des services, avec un processus narratif adjoint. La place Beauvau invente ainsi ce que les services appellent le « sarkomètre » : régulièrement, les autorités de police des meilleurs et des moins bons départements, préfets, directeur départementaux de la sécurité publique et colonels commandant un groupement de gendarmerie sont convoqués pour explications, remontrances et félicitations dans un spectacle à huis clos, mais qui filtre néanmoins dans la presse locale et dont tout le ministère sait qu'il existe pour se délecter des listes officieuses des vainqueurs et des vaincus. La contrainte descend ensuite l'échelle hiérarchique du fait de la terreur ressentie par chaque responsable, jusqu'aux premiers échelons qui se conforment à la demande. Ainsi que l'écrit encore Robert Badinter, c'est un système d'une inefficacité toute soviétique qui s'est mis en place entre 2002 et 2007 : « Pareille approche évoque celle des Etats communistes de jadis. D'abord la fixation par le Commissariat au Plan des objectifs à atteindre dans le prochain quinquennat. Aux organes responsables de réaliser ensuite ces objectifs. À défaut d'y parvenir, ce sont eux et non les planificateurs qui auront failli, avec les conséquences qu'on connaît. Résultat : sur le papier, les objectifs étaient toujours atteints voire dépassés. Mais la réalité, toujours têtue, n'était pas au rendez-vous fixé. Alors on demandait aux chiffres de dire la vérité officielle plutôt que d'exprimer la réalité des faits. On sait où cette gestion politique du réel a conduit les économies des Etats communistes ».

Mais la mise en spectacle de l'Etat ne se limite pas à l'obtention de résultats obligatoires. Elle s'étend à l'affichage de la volonté de réaliser une transformation sociale. Au travers des discours répétés, vient la construction d'une vision de la France faite d'oppositions et de fractures qu'il convient d'entretenir pour construire une majorité électorale<sup>3</sup>. Immigration et sécurité ont encore constitué le champ prioritaire d'expérimentation de cette nouvelle approche. Nicolas Sarkozy a su se servir de la figure de l'immigré pour en faire un thermomètre de l'efficacité étatique, avec la fixation d'objectifs chiffrés de reconduites à la frontière et le durcissement des conditions d'acquisition de la nationalité. Bien évidemment, les administrations soumises à ces objectifs qui forcément augmentaient d'année en année ont trouvé des solutions créatives pour faire parvenir les « bons chiffres » à Paris et de fait, jamais l'opacité sur les données chiffrées n'a été aussi grande depuis 10 ans. En se servant des étrangers, Nicolas Sarkozy a réussi subtilement à délégitimer l'humanisme fraternel et à réhabiliter la soumission à l'Etat comme valeur essentielle. Ce faisant, il a renforcé à son profit un clivage et obligé à la loyauté des électeurs potentiels qui auraient pu lui faire défaut mais qui, dans ce cas, ne pouvaient admettre la relativisation de la loi pour des motifs humanitaires.

D'autres exemples peuvent être mentionnés. Par l'épisode du « karcher » Nicolas Sarkozy s'est posé en champion des personnes qui se sentent oubliées par les forces de l'ordre, alors même qu'il en était le ministre, tout en désignant la figure visible, reconnaissable et peu sympathique du jeune à capuche comme un repoussoir. Par le biais d'une défense médiatiquement affichée des victimes de la délinquance, il est parvenu, sans que le sujet de l'efficacité ne soit abordé, à légitimer un renforcement de l'arsenal répressif et à rendre cette approche populaire.

---

<sup>2</sup> Citation extraite de sa préface au rapport de Terra Nova, « [L'imposture - Dix années de politique de sécurité de Nicolas Sarkozy](#) ». Pour la critique de l'approche sarkoziste, on se référera également au rapport de juillet 2011 de la Cour des comptes sur les politiques de sécurité, hélas d'une grande pertinence.

<sup>3</sup> C'est dans cet usage du discours que se trouve le principal et essentiel point commun entre Nicolas Sarkozy et Silvio Berlusconi.

Nicolas Sarkozy a ainsi privilégié la promotion de l'image qu'il entendait incarner et au final s'est peu soucie de réalité. Il a réussi à imposer ses options en ne cherchant que marginalement à résoudre des problèmes. Il a préféré le métapolitique au politique et ceci explique aussi son succès de 2007, après cinq années où ses passages télévisuels font des succès d'audience et où les sondages démontrent sa popularité continue.

Il ne faut pas chercher une autre explication à l'accumulation des lois dans ces domaines, lois qui ne sont pas évaluées et dont les décrets d'application ne sont pris souvent que bien après. Ce qui est important, c'est la production législative ; elle démontre l'action, elle organise un camp, explique de quel côté se trouve l'Etat, désigne un adversaire, le récidiviste ou le juge laxiste. Mais alors que les historiens apprennent que la répétition des lois identifie l'inefficacité de l'Etat, la logorrhée législative des dix dernières années incarne la nouvelle supériorité du « storytelling » sur l'action : elle incarne le résultat, affiche des valeurs politiques, dénonce des opposants, valorise son inspirateur.

## 2. LA MISE EN SPECTACLE DE L'ETAT GENERALISEE A L'ENSEMBLE DE L'ACTION PUBLIQUE

Elu président, Nicolas Sarkozy a poursuivi et étendu l'approche développée au ministère de l'Intérieur. La rupture promise sera d'abord celle de la forme avec « le roi fainéant » qui a occupé l'Elysée dans le passé récent.

Cela transparaît dans l'organisation inédite de la communication, plus proche de la série américaine « West Wing » que de la pratique traditionnelle du pouvoir. En opposition avec la pratique de délégation aux ministres, Nicolas Sarkozy fait remonter l'essentiel du pouvoir de décision à l'Elysée et le concentre sur sa personne et un petit groupe opaque de conseillers. Cette équipe est en contact direct et quotidien avec les directeurs de cabinet des ministres, choisis par l'Elysée, souvent issus de la Préfecture car sélectionnés par Claude Guéant qui lui rendent prioritairement compte. Alain Juppé, de retour au gouvernement, reçut ainsi comme directeur de cabinet Jacques Gérard, ancien directeur adjoint de cabinet de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur. Les ministres se trouvent désormais réduits à des porte-parole délégués aux éléments de langage, qui subissent la règle du différentiel de l'information : celle-ci remonte, mais ne descend pas, et ils sont pendus aux rubriques « confidentiel » des bonnes feuilles parisiennes par lesquelles Nicolas Sarkozy diffuse ses jugements sur ses collaborateurs, ainsi rendus responsables de politiques dont ils n'assurent que l'exécution.

Appuyé sur ce nouveau dispositif, qui ne fait que décaler le rapport entre le ministre de l'Intérieur et ses préfets, « l'homme pressé » se transforme en « omniprésident ». Nul domaine ne lui échappe, il agit en tout, partout, présent sur l'événement, réagissant au quotidien : aucune préoccupation ne doit être laissée en friche, même si elle n'appelle pas réaction publique ; il ne faut pas laisser du temps au temps, mais le prendre à revers pour le maîtriser, pour la plus grande gloire du maître du palais. La saturation s'étend à l'ensemble des pages des journaux ; dans chaque article, qu'il s'agisse de faits divers, d'économie, de politique étrangère, il faut que le Président soit cité, critiqué, attaqué, rançon de l'action face aux conservatismes, et cela même si le résultat n'est pas forcément au rendez vous. Ainsi de la suppression de la taxe professionnelle, décidée et annoncée par le Président seul, sans aucune étude préalable, les services de Bercy étant ensuite chargés de trouver les solutions techniques aux innombrables contraintes posées par l'Elysée. Résultat : deux taxes au lieu d'une et un dispositif sensiblement plus compliqué. Ainsi de l'annonce surprise de la suppression de la publicité sur les

chaînes du service public au moment même où les services travaillaient sur l'augmentation de cette ressource.

Qu'importe si la mise en œuvre est délicate, le débat est passé et le Président incarne la posture du mouvement, ce qui est le plus important... Le domaine économique et fiscal fournit d'autres exemples nombreux. Ainsi, à l'été 2008, au début de la Présidence française de l'Union européenne, alors que les prix des carburants explosent, Nicolas Sarkozy développe son activisme auprès des médias et de la Commission européenne pour demander au plus vite une modification du système de la TVA communautaire. Tous les experts du dossier sont dubitatifs en observant les négociateurs français dépenser leur énergie en pure perte. Au final, la délégation française s'est ridiculisée, la crédibilité de la France a souffert, rien n'a changé, mais Nicolas Sarkozy s'est présenté en défenseur du pouvoir d'achat. La lutte contre la fraude fiscale aura connu le même sort, avec des annonces vigoureuses de listes de fraudeurs, pour des résultats pour le moins anémiques. Qui se rappelle des déclarations d'Eric Woerth ? Le dernier exemple en date, l'annonce d'une « taxe Tobin », risque de connaître le même sort... l'idée – de gauche, c'est encore mieux - est récupérée et promue comme l'expression irréfragable d'une volonté d'action qui ne s'en laisse pas compter face à un ennemi impitoyable – ici le financier apatride - , le propos sature l'espace médiatique, pour s'évaporer : la taxe Tobin que Nicolas Sarkozy était prêt à faire tout seul face au reste du monde restera selon toute vraisemblance lettre morte, après avoir provoqué un débat avec l'Allemagne et quelques rires ailleurs devant une attitude quasi berlusconienne... Mais de résultat, point.

### 3. AVEC L'ÉPUISEMENT DU PROCESSUS, LE REJET DE NICOLAS SARKOZY MAIS AUSSI LA MEFIANCE ENVERS LES INSTITUTIONS

Pour vivre, le processus doit se renouveler en permanence. Mais vient un jour où le besoin de résultats ne supporte plus d'être chassé, surtout en matière sociale et de pouvoir d'achat. Ce temps du bilan exige de l'omniprésident qu'il rende compte. Et chacun, à qui tout a été promis en espérant qu'il oublie, se retourne. Le processus de mise en spectacle, malgré son originalité politique est, du point de vue de l'efficacité publique, voué à l'échec.

Il est difficile de dater précisément ce retournement spectaculaire du processus, qui d'atout devient un boulet rendant Nicolas Sarkozy inaudible. Autant la période au ministère de l'Intérieur n'a pas amené de rejet dans l'opinion, autant l'omniprésidence provoque aujourd'hui une opposition frénétique. C'est du reste moins un échec précis qui l'explique qu'une perte de confiance progressive et durable. La courbe de popularité devient négative dès décembre 2007, puis oscille avant de plonger dans le rejet à l'automne 2009, au moment où l'affaire de l'EPAD<sup>4</sup> cristallise les ressentis négatifs. Il apparaît clairement que le spectacle ne fonctionne plus en argumentaire mais provoque rejets et rires ; les ressorts sont cassés, les clés décryptées par les électeurs.

L'Élysée rentre donc dans un nouveau processus, mais reste trop lié au logiciel précédent pour fonctionner correctement et pour rectifier le tir. Ainsi, à l'automne 2011, pour contrer l'idée du « Président des riches »<sup>5</sup>, sort du chapeau une taxe sur les nuits d'hôtel les plus chères, qui disparaît dix jours plus tard... Décrié comme candidat permanent, Nicolas Sarkozy se lance dans plusieurs entreprises de « (re-)présidentialisation », pour regagner une stature et une posture faite de hauteur et

<sup>4</sup> La perspective de l'arrivée à la tête de cet établissement public de Jean Sarkozy a choqué la France.

<sup>5</sup> Titre de l'ouvrage de M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot, éd. La Découverte, 2010.

de distance. Mais celle-ci apparaît aussi comme trop feinte pour incarner la crédibilité tant souhaitée.

De la passion de l'épisode sarkoziste pour son *reality show* resteront trois héritages à dépasser :

- Il faudra d'abord surmonter la violence du verbe, qui s'est inscrite en faux ces dernières années contre l'évolution vers un processus de civilisation de la vie politique. Ce verbe revigoré, cette violence lexicale d'une parole politique qui impose sans débat est consubstantielle à l'expression de la volonté comme valeur essentielle du sarkozisme. Mais quand le résultat n'apparaît pas et qu'il faut fuir la réalité, alors, seule subsiste dans sa nudité la violence verbale et la dégradation de l'adversaire en ennemi, comme lorsque Bernard Accoyer, président de l'Assemblée nationale, assimile les conséquences d'une alternance à celles d'une guerre<sup>6</sup>. Cela révèle un refus du débat, de la construction d'un rapport de force, un combat sans paix possible, à l'image de la relation qui oppose la gauche à Silvio Berlusconi en Italie.

- Il faudra travailler au réinvestissement de la crédibilité du politique qui, dans son désir de vitesse, aura tout dit et tout promis, mais dont le bilan s'avère des plus maigres... au grand détriment de la parole même. Les Français ont très certainement compris les jeux des *spin doctors* et n'y croient plus. Nul doute que la popularité des candidats qui se parent de postures contestataires dans les sondages indique une volonté de reprendre la main face à ceux qui leur racontent des histoires : les électeurs ne veulent plus s'en laisser conter.

L'épisode sarkoziste laissera probablement une trace sur les approches politiques et les rapports sociaux. La répétition continue d'évidences depuis dix ans a, au travers du vocabulaire, ouvert des portes auparavant fermées et engagé une réinstitution sociale autour de valeurs conservatrices. Lorsque Laurent Wauquiez, normalien agrégé parfaitement au courant de la puissance des mots, évoque le « cancer de l'assistanat », il sait qu'il imprime sur des ressentis et des angoisses une histoire faite d'individualismes, de reproches, de revanches. Il sait qu'il promet à celui qui gagne peu et lorgne le bien de son voisin que ce dernier gagnera moins que lui, là où un politique responsable devrait promettre qu'il fera tout pour que les deux gagnent plus. Il sait qu'il entretient une opposition. Il sait qu'il impose des fractures à la société, qu'il promet le rejet du collectif. Il sait aussi qu'il s'inscrit dans cinq années d'histoires similaires qui ont remodelé la société française mais qui l'ont épuisée.

---

<sup>6</sup> Déclaration à l'Assemblée nationale le 11 janvier 2012.